

PA
2840

Médiathèque VS Mediathek



1010808569

PA 2840

duwey

Rapport de la Commission
chargée de l'examen en 1^{ers} débats
(Février 1906)
du
Projet de Revision de la Constitution
du 26 Novembre 1875

Kommissionsbericht

betreffend den
Revisionsentwurf der Verfassung
vom 26. November 1875

(Vorgelegt in 1. Lesung im Februar 1906).



SION
IMPRIMERIE KLEINDIENST & SCHMID
1906



Rapport de la Commission
chargée de l'examen en 1^{ers} débats
(Février 1906)
du
Projet de Revision de la Constitution
du 26 Novembre 1875

Kommissionsbericht

betreffend den

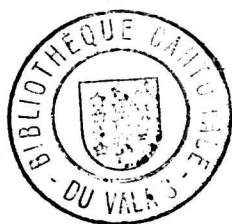
Revisionsentwurf der Verfassung
vom 26. November 1875

(Vorgelegt in 1. Lesung im Februar 1906).



SION
IMPRIMERIE KLEINDIENST & SCHMID
1906

PA 2840



13358

RAPPORT FRANÇAIS

présenté par M. le député

Raymond Evéquo

Monsieur le Président,

Messieurs les Députés,

La Commission, à laquelle vous avez fait l'honneur de renvoyer l'examen du projet de Constitution élaboré par les soins du Conseil d'Etat, s'est réunie à trois reprises pour procéder à une étude complète et détaillée du projet qui vous est soumis.

Dans une première lecture, elle a procédé à un échange de vues sur les principes généraux qui sont à la base de l'édifice constitutionnel, elle a effleuré les divers sujets de discussion qu'il soulève et donné ainsi à chacun de ses membres l'occasion de les mûrir.

Dans une seconde session, qui a duré une semaine entière, elle a procédé à une seconde lecture, discuté en détail et les principes qui sont à la base de la Constitution et la forme à leur donner ; elle a entendu

également toutes les propositions émanant de l'initiative personnelle, et arrêté dans leur esprit les modifications qu'elle a jugé à propos de proposer à votre délibération.

Enfin, après avoir renvoyé la question de la forme à une Commission de rédaction, elle s'est réunie à nouveau pour arrêter définitivement les textes et classer les différentes propositions qui sont restées en minorité dans le sein de la Commission et sur lesquelles vous aurez à vous prononcer.

Ce travail consciencieux et minutieux a eu pour résultat, vous le constaterez, Messieurs, de faire accepter par la majorité de la Commission, à quelques exceptions près, toutes les propositions du Gouvernement, et de présenter des modifications qui n'en bouleverseront ni la tendance ni l'économie.

La Constitution, c'est le principe et l'essence de la vie nationale ; c'est le germe de la législation.

C'est elle qui fixe les droits et les devoirs de chaque citoyen ; c'est elle qui règle la participation de chacun à la vie publique ; c'est elle qui dispose de la forme et de l'exercice du pouvoir dont la source remonte à Dieu même ; c'est sous son égide qu'est placée la liberté, c'est d'elle en un mot que dépend souvent le bonheur et la prospérité d'une nation.

Il est donc tout indiqué qu'avant d'entreprendre l'œuvre de la revision, nous jetions ensemble un coup d'œil en arrière. C'est avec les leçons du passé qu'on s'arme pour l'avenir.

Pour ne pas prolonger le travail, nous avons convenu, mon collègue de la partie allemande et moi, de nous répartir la besogne. Il vous fera un aperçu de l'état politique du Valais ancien.

Je parcourrai, par contre, avec vous les Constitutions du Valais depuis la Révolution française.

* * *

C'est le 16 Mars 1798.

Je vous prie de vous transporter en esprit pour quelques instants à St-Maurice où sont réunis, pour se constituer en Assemblée représentative provisoire, les délégués des districts.

Le Bas-Valais vient de recouvrer sa liberté et son indépendance ; le Haut-Valais lui a tendu la main et pour lui donner une preuve de ses bonnes dispositions a consenti à siéger, sans engagement pour l'avenir, à Saint-Maurice.

L'Assemblée nomme le Directoire provisoire et prend connaissance du projet de Constitution élaboré par le Comité provisoire.

Adoptée par tous les délégués des dizains, elle allait commencer son œuvre, lorsqu'un bouleversement dans l'état politique du Valais la mit à néant.

Il n'est pas dans notre idée de prétendre que cette Constitution reflète bien les idées des Valaisans de l'époque, et que ceux-ci aient joui de toute l'indépendance voulue pour insérer dans la charte constitutionnelle les principes qui leur étaient chers. Nul n'ignore que la France imposait alors sa volonté et que la liberté ne s'étendait guère en Valais au delà du champ limité que lui avait tracé le représentant de la grande République.

Voici cependant quelques particularités de cette Constitution :

Le Valais forme une République indépendante.

Le pouvoir législatif est exercé par le Grand Conseil et le Sénat.

Le pouvoir exécutif est exercé par un Directoire de trois membres.

A 20 ans, les citoyens prêtent le serment et exercent les droits politiques.

Les ecclésiastiques sont exclus de toute charge publique.

Le peuple ne prend aucune part à la vie publique, il n'exerce ses droits que par l'intermédiaire de ses représentants.

Des anciens usages, des vieilles coutumes du pays, il n'en est pas trace, tout est fait et calqué sur un modèle dont l'origine n'est pas douteuse.

Cette Constitution n'a eu, comme je le disais, qu'une durée bien éphémère, puisque, en Avril déjà, les dix dizains composant le Valais s'étaient prononcés pour la réunion du Valais à la République helvétique.

A peine, d'autre part, cette réunion est-elle proclamée qu'une insurrection éclate dans le Haut-Valais et c'est alors que commence cette période terrible de ruine et de malheur qui a si cruellement affecté notre pays.

Il ne nous appartient pas de décrire cette période agitée et nous avons hâte d'arriver à la Constitution du 30 Août 1802 qui fit à nouveau du Valais une République indépendante.

Si l'on avait consulté les vœux et les aspirations du peuple valaisan et de ses magistrats, le Valais aurait été réuni alors déjà à la République Helvétique, ainsi que le témoignent les nombreuses démarches, les nombreuses adresses de sympathie envoyées à la Diète helvétique.

Mais Napoléon convoitait la vallée du Rhône, voie d'accès au passage du Simplon, il savait que l'isolement du Valais, c'était

l'annexion prochaine à la France et le premier pas vers la suppression de son indépendance.

La Constitution de 1802, élaborée dans ces circonstances, n'est pas, on peut le dire, une œuvre valaisanne. En réalité, le Grand Conseil, qui se réunit le 16 Août 1802, à Sion, avait bien plus pour mission d'approuver une Constitution rédigée de toutes pièces d'après les vues et les combinaisons de ses puissants voisins, que de donner au pays un ensemble d'institutions librement discutées et librement consenties.

La domination de la France sur notre pays se révèle déjà à l'art. 4 qui garantit à la grande République le libre et perpétuel usage d'une route militaire et commerciale reliant le Département français du Mont-Blanc à la République italienne par le col du Simplon.

Cette route, à laquelle Napoléon attachait une importance stratégique et commerciale si considérable, semble même être l'objectif principal de cette Constitution qui renferme tout un chapitre et l'un des premiers à fixer les droits de la France sur cette grande voie de communication et, d'autre part, les obligations du Valais pour en assurer le libre parcours.

Le Valais s'interdit de construire d'autres

voies de communication avec les Etats limitrophes sans l'assentiment de la France.

En vertu de son indépendance, il conserve le droit de modifier sa Constitution, sauf en ce qu'elle a trait à la route de St-Gingolph à la frontière italienne, ces prescriptions restant littéralement et indéfiniment invariables.

A part ces dispositions qui constituent la caractéristique de la Constitution de 1802, voici quelles en sont les particularités importantes :

Le Valais forme un Etat libre et indépendant sous la garantie des trois républiques : française, helvétique et italienne.

Il est divisé en douze dizains au lieu de dix.

Ce sont les districts actuels moins Conthey.

Le citoyen est éligible aux fonctions communales dès l'âge de 21 ans ; aux fonctions de dizains dès 25 ans et aux fonctions supérieures dès l'âge de 30 ans.

Les fonctions ecclésiastiques sont incompatibles avec les fonctions civiles.

Il y a dans chaque commune un Conseil de douze membres au plus, nommé par l'Assemblée générale ; et dans chaque dizain un Conseil composé d'un président et du chef du Conseil de chaque commune : les communes qui ont plus de cent citoyens

actifs nomment, en outre, un député par cent citoyens.

Pour la République, il y a une Diète générale et un Conseil d'Etat.

Le président du Conseil de dizain est de droit membre de la Diète.

La Diète générale est composée des députés de chaque district sur la base d'un député par 2,000 âmes.

Cette élection se fait au second degré par le Conseil de district et chaque deux ans.

Le Révérendissime Evêque a séance et voix délibérative à la Diète. Il est le seul ecclésiastique qui y ait entrée.

Les fonctions de membres de la Diète, qui sont considérées comme une dignité et une récompense, ne peuvent être occupées que par des citoyens qui ont rempli des fonctions législatives, judiciaires ou administratives dans les autorités supérieures des dizains.

Il n'y a d'exception que pour le notaire public et pour le grade d'officier dans les troupes de ligne.

A ce moment déjà des garanties sont données pour l'égalité des deux langues nationales, et pour être député à la Diète, tout citoyen né depuis 1780 doit comprendre l'allemand et le français.

La Diète a un président et un vice-prési-

dent dont l'un doit être des districts en dessus et l'autre en dessous de la Raspille.

Le pouvoir exécutif est exercé par un Conseil d'Etat de trois membres dont le président porte le titre de Grand-Baillif.

Dans l'ordre judiciaire nous trouvons une organisation se rapprochant de celle que nous avons :

Un juge ou châtelain de commune est nommé par l'Assemblée générale de la commune, sur une quadruple présentation du Conseil ;

un juge de dizain, soit grand-châtelain et son lieutenant nommé par le Conseil de dizain ;

une cour de dizain composée du grand-châtelain et de six assesseurs ;

un tribunal d'appel pour toute la République.

Telles sont les dispositions principales de cette Constitution de 1802, qui n'a pas été soumise à l'acceptation du peuple, que la Diète a déclaré accepter au nom du peuple valaisan, et dont un exemplaire a été adressé à chacun des envoyés des Républiques française, italienne et helvétique.

Si nous résumons les principes de cette charte au point de vue des droits populaires, nous constatons qu'ils sont à l'état rudimentaire.

En matière d'élection, le peuple nomme les conseils et le châtelain sur présentation ; en matière législative, néant, il n'a pas même le droit et le pouvoir de demander la révision de la Constitution.

Napoléon, en accordant un simulacre d'indépendance et de liberté au Valais, avait détaché ce pays de la République helvétique et lui avait octroyé la Constitution de 1802. Par un acte arbitraire, sous forme de décret, du 15 Novembre 1810, il annexe le Valais à la France et en fait le Département du Simplon.

Il n'entre pas dans le cadre de ce rapport de commenter les événements qui s'écoulèrent depuis cette date jusqu'au jour où, le Préfet du Simplon fuyant la vallée du Rhône, l'indépendance était rendue au Valais. C'était le 25 Décembre 1813.

Qu'il nous suffise de dire que le motif de cette annexion, c'était l'importance pour la France de la route traversant la vallée du Rhône et aboutissant au col du Simplon et le prétexte, la prétention que le Valais n'aurait pas tenu tous ses engagements relatifs à cette grande voie de communication. La route du Simplon n'a pas été construite de nos deniers, mais elle nous a coûté momentanément notre indépendance.

L'élaboration d'une nouvelle Constitution

fut un travail pénible et laborieux qui ne vit le jour que le 19 Mai 1815.

Elle coïncide avec l'heureux événement de la réunion définitive du Valais à la Suisse.

De même que la Constitution de 1802 avait été imposée par Napoléon, les représentants des puissances alliées, Autriche, Angleterre, Russie, ne furent pas étrangers à l'élaboration de la charte de 1815 et surtout aux négociations qui en furent les préliminaires.

Les deux grosses difficultés à surmonter, c'était la division du pays en districts et la représentation nationale au Grand Conseil.

Le Haut-Valais demandait le maintien de ses sept districts et ne voulait en concéder que trois au Bas-Valais. Il demandait aussi que les députés au Grand Conseil fussent nommés à raison de tant par district et non sur la base de la population.

Le Bas-Valais ne pouvait admettre un système qui le privait de sa légitime représentation.

Aucun des deux partis ne voulait renoncer à ses prétentions. Il a fallu toute l'influence et toute la pression des représentants étrangers pour faire accepter cette Constitution où nous trouvons les particularités suivantes :

Le Valais est divisé en treize districts, avec les limites qu'ils ont actuellement, sauf

quelques modifications en ce qui concerne les districts de Sion et d'Hérens. Dans ce dernier district étaient comprises les communes d'Arbaz et de Savièse qui rentrèrent plus tard dans le district de Sion.

A l'âge de 18 ans, le citoyen exerce les droits politiques, mais il n'est éligible qu'aux âges respectifs de 21, 25 et 30 ans, comme dans la Constitution de 1802.

Le pouvoir suprême est confié à la Diète.

La Diète est composée des députés des dizains à raison de quatre députés par dizain.

Ils sont nommés par le suffrage au second degré par les Conseils de dizains.

Les conditions requises par la Constitution de 1802 pour être élu à la Diète sont maintenues, c'est-à-dire qu'il faut avoir rempli une charge publique pour être élu à la Diète ; à côté des notaires et des officiers, on crée la même faveur pour les docteurs des facultés de droit et de médecine.

L'Evêque a voix délibérative à la Diète, son vote compte pour quatre suffrages.

Le Grand-Baillif revêt la double qualité de président de la Diète et de président du pouvoir exécutif. Pour l'exercice de ce dernier pouvoir, il est assisté d'un Vice-Grand-Baillif, d'un trésorier et de deux Conseillers d'Etat.

Des cinq membres du Conseil d'Etat, trois

sont choisis dans les huit districts orientaux et deux dans les districts occidentaux.

Cette Constitution contient des dispositions particulièrement intéressantes au point de vue de l'élaboration des lois.

Le pouvoir législatif est exercé par la Diète, mais les lois ne sont exécutoires qu'après avoir été référées aux Conseils de dizains et sanctionnées par la moitié de ces Conseils.

S'il s'agit de lois financières, de capitulations militaires ou de la naturalisation, ces lois doivent être soumises non seulement aux Conseils des dizains mais encore à ceux des communes.

C'est l'institution du referendum, non pas en faveur du peuple directement, mais en faveur de ses élus, c'est la participation directe des dizains et des communes à tous les actes importants de la vie politique.

Au moment où il s'agit de rétablir dans notre Constitution un principe aussi important que celui du referendum, il n'est, certes, pas indifférent de constater que nous ne sommes pas des créateurs et des novateurs, mais que ce principe, sous une forme différente, existait déjà, il y a bientôt un siècle.

Une dernière particularité que je dois vous signaler dans cette Constitution, c'est qu'elle prévoit le mode de revision, tout en édictant des mesures pour assurer au pacte fon-

damental de l'Etat la plus grande stabilité possible.

La présente Constitution, dit l'art. 57, ne pourra subir aucun changement avant le laps de 5 ans. Ces changements n'auront force de loi qu'après avoir été adoptés dans deux sessions consécutives et après avoir été décrétés à la majorité de 39 suffrages sur 56 que comptait la Diète.

La Constitution de 1815 est en grande partie l'œuvre de l'intervention étrangère ; elle est un compromis qui ne fut pas de nature à créer une satisfaction générale.

Le Haut-Valais croyait avoir fait, sous la pression des événements, de fortes concessions. Le Bas-Valais se trouvait lésé et se proposait de profiter de la première occasion favorable pour prendre dans les affaires du pays la légitime influence que sa population lui octroyait.

— En 1820, un premier mouvement en faveur de la revision de la Constitution se fait sentir, mais sans succès.

La révolution de Juillet 1830 avait été l'occasion de changements nombreux dans diverses Constitutions cantonales. Elle fut l'objet de manifestations dans le même sens dans le Bas-Valais, pour obtenir une représentation équitable à la Diète. En 1833, une pétition des quatre districts inférieurs par-

vint à la Diète qui en renvoya l'examen à des temps plus paisibles.

En Mai 1838, une demande de revision obtint 28 suffrages contre 27 ; c'était la majorité, mais on était loin encore des 39 voix nécessaires pour la revision.

Enfin, en automne de la même année, le principe de la revision est admis avec la réserve toutefois que les droits des parties du pays ne seraient pas diminués.

C'était anéantir d'avance l'objectif des revisionnistes.

Nous assistons alors à ces nouvelles divisions entre le Haut et le Bas-Valais, divisions qui amenèrent pendant une période la scission non légale, du moins effective du Canton en deux parties et fut cause du transfert à Sierre du gouvernement du Haut-Valais, et de l'admission par le Bas-Valais seulement de la Constitution du 30 Janvier 1839.

Cette période de 1820 à 1838 fut du reste assez féconde au point de vue législatif et si nous ne pouvons pas entrer dans un examen de cette législation, nous pouvons cependant rappeler que c'est de cette ère que date la loi sur la classification des routes qui a vécu plus de 70 ans et qui vient seulement d'être révisée.

L'innovation essentielle créée par la Con-

stitution du 30 Janvier 1839 est la nomination de la représentation nationale sur la base de la population.

Le Grand Conseil remplace la Diète.

Les députés sont nommés au second degré à raison d'un par mille âmes, par un collège électoral nommé par l'Assemblée primaire de chaque commune à raison d'un sur cent habitants.

Le V. Clergé a deux représentants, l'un pour les districts supérieurs, l'autre pour les districts inférieurs.

Le Révérendissime Evêque perd ses quatre voix, par contre il est de droit membre du Grand Conseil comme représentant du clergé pour la partie du Canton dont il est originaire, l'autre représentant est élu par le clergé.

A part cette réserve, les ecclésiastiques ne sont élus à aucune fonction publique.

Le titre de Grand-Baillif est supprimé.

Le Conseil d'Etat et le Grand Conseil ont chacun leur président respectif.

Cette Constitution voit éclore le système du referendum facultatif limité à certaines lois.

Les capitulations militaires, les lois et les décrets de finance ou de naturalisation portés par le Grand Conseil ne sont exécutoires que 30 jours après leur promulgation.

Dans ce délai, à la vérité assez court, les citoyens peuvent se réunir, émettre leur vote et exercer leur veto.

La Constitution ne pourra subir de changement pendant cinq ans que si les deux tiers des membres du Grand Conseil le demandent, et après ce laps de temps, la majorité absolue fera règle.

Pour la première fois, nous voyons apparaître la sanction du peuple nécessaire à tout changement constitutionnel.

Cette Constitution d'une durée bien éphémère fut remplacée par celle du 29 Juillet 1839 qui ne contenait rien de particulier en regard de sa devancière et qui fut comme la première refusée par le Haut-Valais.

Cet état de choses conduisit aux événements tragiques que nous n'avons pas à décrire ici et qui se terminèrent par la défaite des partis nouveaux et par l'adoption de la Constitution du 14 Septembre 1844.

Cette Constitution comparée à celle de 1839 n'offre que les particularités suivantes :

Le clergé obtient un troisième siège, en ce sens que l'Evêque est de droit membre du Grand Conseil et que le clergé de chaque partie du Canton nomme un délégué.

Le referendum facultatif devient obligatoire pour les lois, les capitulations militai-

res, les décrets de finances et de naturalisation.

La nouvelle Constitution sera soumise à l'approbation du peuple. Elle ne pourra être révisée qu'après 10 ans, et seulement dans le cas d'un vote affirmatif de la majorité absolue de tous les membres du Grand Conseil.

Pas plus que les précédentes, cette Constitution ne devait avoir une longue durée.

Le 2 Décembre 1847, les citoyens du Canton du Valais, réunis en assemblée générale à la Planta, à Sion, décrètent la déchéance du Grand Conseil et du Conseil d'Etat, et par une série de résolutions prises séance tenante jettent les bases d'une nouvelle Constitution et proclament le Gouvernement provisoire.

Ces résolutions, à part la constitution d'un pouvoir quasi dictatorial en faveur du Gouvernement provisoire, ne constituent guère qu'une série d'articles et de dispositions d'un esprit d'hostilité bien caractérisé contre le clergé régulier et séculier.

En voici les principales :

Les immunités ecclésiastiques sont abolies.

Les biens du clergé, des couvents et des corporations religieuses sont placés sous la haute surveillance de l'Etat et au besoin régis par lui.

La collation des bénéfices paroissiaux dont jouissent l'abbaye de St-Maurice et le couvent du Grand-Saint-Bernard leur est retirée.

Le Gouvernement ordonne une enquête sur la part qu'ont prise aux divers événements politiques, les couvents et les corporations religieuses.

Le Grand Conseil pourra ordonner la suppression des couvents et des corporations dont l'existence serait jugée incompatible avec la tranquillité publique.

Les frais de guerre des événements politiques à partir de 1844, et la réparation des dommages qui s'en sont suivis seront autant que possible mis à la charge des couvents, des corporations et des particuliers ecclésiastiques ou laïques qui les ont provoqués.

L'Ordre des Jésuites est supprimé.

Le 16 Décembre déjà, les Assemblées primaires sont convoquées pour élire les députés à la Constituante, et le 10 Janvier la Constitution nouvelle est élaborée.

Si cette charte contient des dispositions qui, d'un sentiment unanime, doivent être considérées comme des progrès, tels que la nomination des députés au Grand Conseil directement par les Assemblées primaires et le droit d'initiative conféré au peuple pour demander la revision de la Constitution, il en est d'autres qui ne se caractérisent pas

par une grande confiance dans le peuple, telle par exemple la suppression de tout referendum, l'anéantissement de toute vie active dans les Conseils de districts, qui jouaient jusqu'alors, par leur indépendance relative et leur compétence, un rôle si important dans les affaires de l'Etat.

C'est de là que date la mort morale des Conseils de district auxquels on a essayé depuis lors de donner une vitalité nouvelle, mais sans y réussir.

Comme modification importante à l'état de choses existant jusqu'alors, il faut citer encore la suppression de la représentation du clergé au sein du Grand Conseil, l'incompatibilité des fonctions ecclésiastiques, non seulement avec les fonctions civiles, mais encore avec l'exercice des droits politiques, la création des municipalités à côté des bourgeoisies qui sont maintenues comme corporations de droit public, mais avec des droits et des obligations déterminées.

Jusqu'alors, la bourgeoisie c'est la commune. Elle constitue dès ce moment une corporation distincte qui a ses biens propres, qui peut s'administrer elle-même, qui ne gère plus les affaires publiques, mais qui reste néanmoins le noyau de la commune autour duquel viennent se grouper les éléments étrangers. Elle gardera, je l'espère, ce

caractère et conservera ce rôle précieux à notre vie nationale aussi longtemps qu'elle saura maintenir ces deux principes, élargir le cercle de la bourgeoisie et consacrer ses revenus au bien-être et au développement général.

Les résolutions de Décembre 1847 et la Constitution de 1848, élaborée dans une période de profonds dissentiments, avaient heurté de front les sentiments religieux du peuple valaisan ; d'autres causes de mécontentement auxquelles les questions d'impôt ne sont pas étrangères, et que je n'ai pas à rappeler, se firent jour bientôt et amenèrent le Grand Conseil à prendre l'initiative d'une revision de la Constitution, initiative qui fut saluée dans les masses populaires.

Le 23 Décembre 1852, une nouvelle Constitution est mise sous toit. On peut la caractériser par ces deux pensées :

Ramener la paix religieuse et la bonne entente entre le pouvoir religieux et le pouvoir civil, et assurer au pays un système financier stable en en confiant la garde au peuple lui-même.

Ces deux pensées sont condensées dans les articles 72 et 73 de la Constitution.

L'article 72 proclame :

« *Tout changement à la base du système des*

finances actuel et toute élévation du taux de l'impôt seront soumis à la sanction du peuple. »

L'article 73 dit :

« La présente Constitution ne préjudicie en rien à ce qui sera arrêté par un Concordat réglant les rapports entre l'Eglise et l'Etat. »

Cette disposition n'est pas le rétablissement en faveur du clergé des droits anciens dont il avait joui, ni la restitution des biens dont il avait été dépouillé, mais c'est le premier pas vers la réconciliation. C'est l'initiative prise par le pouvoir civil et le témoignage de son désir d'arriver à une entente.

Nous savons que cette initiative a porté ses fruits et que le peuple valaisan peut être heureux de la solution donnée à ce conflit.

L'article 72 n'est pas non plus le rétablissement des droits étendus dont jouissait le peuple avant 1848, mais c'est la consécration de ses droits souverains dans le domaine le plus important de la vie d'un Etat, à savoir dans les questions financières.

En restituant au peuple le droit de sanctionner toute mesure touchant au système financier et au taux de l'impôt, nos prédécesseurs ont donné la plus grande preuve de la grande foi qu'ils avaient en la sagesse du peuple valaisan.

Si j'entraîs dans les détails de cette Con-

stitution, je vous signalerais que le nombre des conseillers d'Etat a été réduit à 5, de 7 qu'il était dans la Constitution précédente, mais toujours avec l'obligation pour le Grand Conseil de choisir dans les différentes parties du Canton. Comme particularité de cette Constitution, je ne puis pas non plus passer sous silence un fait important : c'est l'établissement ou la création des cercles séparés, volontaires, pour l'élection des députés au Grand Conseil.

C'était là, incontestablement, une concession faite à la minorité. Le Valais l'a maintenue depuis lors, ce qui prouve qu'il respecte le principe de la représentation des minorités dans le Conseil souverain de la nation et désire voir toutes les forces coopérer au travail inspiré par le bien commun.

Pendant la seconde moitié du XIX^{me} siècle, le Valais a joui d'une paix et d'une tranquillité bienfaisantes, surtout si on compare cette époque aux périodes agitées et néfastes qui ont marqué la première moitié de ce siècle.

Un seul nuage est venu, on peut le dire, assombrir le ciel valaisan, nuage que l'énergie, la sagesse et l'intelligence des pouvoirs publics ont dissipé avec autant de diligence que d'habileté, c'est la crise financière de 1870.

Elle a ébranlé sans doute la solidité de l'Etat, elle a amené une situation difficile et causé un temps d'arrêt dans notre développement économique, arrêt dont nous ressentons encore les effets. Mais aujourd'hui que nous pouvons juger avec plus de calme les événements passés, nous pouvons dire que ce malheur n'a pas pris les proportions d'un cataclysme et a pu être en partie conjuré.

Nous arrivons à la Constitution de 1875 dont l'élaboration au moins partielle devenait une nécessité par suite de l'adoption de la Constitution fédérale.

Je ne veux pas entrer dans le détail de cette Constitution. Vous la connaissez mieux que moi, depuis 30 ans vous vivez sous son égide et sa protection. Avec moi vous lui rendrez cette justice que nos prédécesseurs l'ont élaborée dans une parfaite connaissance des besoins du moment et des aspirations du peuple, puisqu'elle a traversé un cycle de 30 ans pendant lequel le Valais a joui d'une heureuse prospérité.

La pensée dominante qui a occupé le législateur édifiant la charte de 1875, est le souci de rétablir l'équilibre financier et le crédit du pays, comme aussi la garantie à donner au peuple d'une bonne et sage administration.

C'est dans cet ordre d'idées qu'est conçu l'article 15 qui crée le referendum financier pour toute dépense de 60.000 fr. non couverte par les recettes ordinaires du budget ; l'article 16 qui fixe le taux de l'impôt avec obligation d'en affecter une part à l'amortissement de la dette publique ; l'article 17 qui prescrit l'amortissement et enfin l'article 19 qui soumet au vote populaire toute élévation du taux de l'impôt.

De même que je n'ai pas à entrer dans plus de détails au sujet de la Constitution actuelle parce que ses dispositions sont incrustées dans votre mémoire, de même je n'ai pas à rappeler les circonstances et les faits qui ont amené le Grand Conseil et ensuite le peuple par voie d'initiative à en demander la revision.

Ces faits et ces détails sont présents à votre esprit, et le Conseil d'Etat les rappelle dans son message sur l'opportunité de la revision.

Si cette revision n'a pas été de la part des couches populaires l'objet d'une manifestation d'enthousiasme, témoin la votation populaire — il en est généralement ainsi lorsque le peuple ne ressent pas de malaise et voit les affaires publiques marcher normalement — les pouvoirs publics ne se sont pas moins mis à l'œuvre avec ardeur et avec le désir bien

arrêté de faire une œuvre de progrès et d'avenir.

Le Conseil d'Etat, dans son message accompagnant le projet de revision, nous fait part des modifications qu'il a cru devoir apporter à la loi fondamentale de l'Etat, je ne m'y arrêterai donc que pour faire ressortir les points les plus saillants :

Le projet de Constitution élaboré par le Conseil d'Etat, répond à deux idées modernes que l'on peut considérer comme définitivement acquises dans les républiques qui forment la Confédération helvétique.

C'est l'évolution de la démocratie représentative vers le gouvernement direct par le peuple et l'extension de la participation de l'Etat dans le domaine économique.

La première de ces idées n'est pas neuve, nous pouvons le dire à notre honneur, puisque avant 1848, la consultation populaire existait en matière législative.

Dans la forme qui lui est donnée par le projet de Constitution, elle ne constitue pas moins un gros pas en avant dans cette direction.

Le peuple devient le véritable souverain en matière législative, et comme tout, dans un Etat organisé, découle de la législation, on peut dire que le peuple devient le seul souverain.

Il concède au Grand Conseil le droit de faire ou plutôt de préparer la loi, mais il s'en réserve l'adoption.

Toutes les lois, tous les décrets, à l'exception de ceux qui rentrent dans une catégorie spéciale lui sont soumis de droit sans qu'une formalité préalable, sans qu'une agitation, souvent nuisible aux véritables intérêts du pays, soit nécessaire.

C'est le referendum le plus large, celui qui correspond le mieux à l'esprit démocratique, celui auquel semble avoir préparé la diffusion de l'instruction dans toutes les classes sociales et que rendra plus parfait encore l'intérêt que la participation aux affaires inspirera pour la chose publique.

Le peuple conserve également pour lui-même non seulement le droit qu'il avait déjà de provoquer une revision constitutionnelle, mais aussi de provoquer directement un acte législatif de la part du Grand Conseil, et même de préparer lui-même cette législation pour la soumettre ensuite au peuple dans ses comices généraux.

C'est le droit d'initiative le plus large et le plus complet, et qui, comparé à la Constitution fédérale, constitue une avance considérable sur celle-ci dans le domaine des droits populaires.

La Constitution fédérale, en effet, ne con-

nait en matière constitutionnelle que l'initiative restreinte, soit celle concernant la révision partielle et déterminée de la Constitution. En matière législative le droit d'initiative n'existe pas.

Si le Conseil d'Etat s'est lancé dans cette voie et si la Commission à l'unanimité n'hésite pas à vous y convier, c'est que l'un et l'autre ont confiance dans la clairvoyance du peuple et dans la sagesse de ses conseillers.

La seconde pensée dominante c'est l'extension des devoirs de l'Etat démocratique, pensée à laquelle le projet donne une forme sensible dans les articles 14 et suivants.

L'Etat ancien croyait avoir rempli sa mission lorsqu'il avait assuré le droit de chacun à l'intérieur, et représenté la collectivité vis-à-vis de l'extérieur.

L'Etat social moderne doit étendre sa mission à favoriser, à provoquer même les essors ; il doit veiller à tous les intérêts matériels ; il doit vouer sa sollicitude aux progrès de l'agriculture, de l'industrie, à toutes les branches de l'économie nationale en un mot, et à tous les efforts des classes laborieuses ; un Etat n'est pas démocratique parce que, en tête de sa Constitution il a inséré le mot « démocratie », il ne l'est que par ses actes et par ses œuvres.

Je dois signaler également, comme innova-

tion importante, l'introduction du système, à titre facultatif de la représentation des minorités par le vote limité ou le vote proportionnel en matière communale.

C'est là, sans doute, un essai. S'il doit porter de bons fruits et si d'autre part on veut reconnaître dans d'autres milieux que ces bons fruits sont désirables non seulement dans le domaine cantonal et où les partis de gauche sont en minorité, mais aussi dans les sphères où les partis de droite sont en minorité, le moment sera venu de répéter ces essais dans un autre domaine.

Je n'en dis pas davantage pour le moment sur ces diverses questions, de même que sur toutes celles que soulève le projet du Conseil d'Etat, me réservant d'y revenir dans la discussion article par article, et je veux maintenant achever ma tâche en vous donnant un aperçu du travail de la Commission, et des modifications qu'elle propose au projet du Conseil d'Etat.

A l'article 1^{er}, la Commission propose de dire :

Art. 1^{er} — « Le Valais est une république démocratique, souveraine dans les limites de la Constitution fédérale, et incorporée comme canton à la Confédération suisse.

La souveraineté réside dans la peuple. Elle

est exercée directement par les électeurs et indirectement par les autorités constituées. »

En ajoutant le mot « *démocratique* » au premier alinéa, la Commission n'a pas eu l'idée d'innover.

Comme vous, elle sait que la République du Valais a été démocratique sous l'empire de la Constitution actuelle ; mais c'est précisément parce que ce qualificatif ou plutôt cette qualité nécessaire à une vraie république répond à la réalité, qu'il a paru opportun à la Commission de l'adopter.

Il est du reste incontestable que la Constitution projetée renferme en soi les principes d'une évolution vers la démocratie pure, et c'est aussi pour répondre à cette idée que la Commission propose cette adjonction.

Il a paru nécessaire à la Commission de donner une autre tournure à l'alinéa 3 de l'article 1 ; car s'il était exact de dire, sous l'empire de la Constitution actuelle, que la forme du gouvernement est celle de la démocratie représentative, sous réserve des droits attribués au peuple, il est plus juste et plus exact de dire, avec la nouvelle Constitution, que le peuple fait usage lui-même des attributs de la souveraineté, sous réserve des droits qu'il confère aux autorités constituées.

A l'article 2, la Commission ne formule

pas de proposition et vous recommande l'adoption du texte proposé par le Conseil d'Etat.

Dans le sein de la Commission on a signalé cependant, que ce texte ne correspondait pas à la réalité, puisque nous vivons sous le régime de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, que la plupart ou même la totalité des cantons catholiques auraient adopté une formule différente, et que, enfin, ce texte, tel qu'il figure dans la Constitution actuelle, avait donné lieu à une observation de la part des Chambres fédérales, lors de la garantie donnée en 1876 à notre Constitution.

Malgré ces objections, la Commission maintient le texte actuel reproduisant une formule traditionnelle qui a passé dans toutes les Constitutions du Valais.

Il n'est pas à craindre, nous semble-t-il, que ce texte donne lieu à une observation de la part des autorités fédérales, car depuis 1876, les pouvoirs publics valaisans ont donné à la Confédération une démonstration pratique de la signification qu'ils entendent donner à cette formule et ont prouvé qu'elle est parfaitement en harmonie avec les principes de liberté de croyance et de conscience et de libre exercice des cultes, que les autorités valaisannes ont respectés avec autant d'im-

partialité que de correction et qui sont du reste garantis à l'alinéa 2 du même article.

A l'article 4 la Commission vous propose d'insérer le principe de la responsabilité de l'Etat, en cas d'erreur judiciaire ou d'arrestation illégale.

Ce principe qui découle de l'équité aussi bien que du droit absolu, est à peu près universellement reconnu dans les législations modernes. Il sera en pratique d'une application fort rare, nous en avons la conviction — surtout dans un pays qui vit, en matière pénale, sous le régime de la preuve stricte et formelle et non sous celui de la libre appréciation.

On se méprendrait cruellement si l'on pouvait croire que cette disposition trouvera son application toutes les fois qu'un accusé sera acquitté.

Non, ce n'est au contraire que lorsque la revision d'un arrêt qui a abouti à une condamnation, sera ordonnée dans les formes prévues par la loi et que la revision amènera la découverte manifeste de l'erreur, que l'Etat sera obligé d'intervenir pour indemniser le malheureux, qui aura été victime de l'erreur et de réparer dans une mesure équitable le tort causé.

Il en est de même en ce qui concerne l'arrestation illégale; le principe de la répa-

ration trouvera son application non pas lorsque l'arrestation frappera un innocent, mais seulement lorsqu'elle n'aura pas été opérée dans les formes et avec les garanties que lui donne la loi.

Il est du reste évident que la législation devra régler les détails d'application.

A l'article 8, la Commission a tenu à donner plus d'extension au principe, d'ailleurs incontesté, nous supposons, de la liberté de faire connaître à autrui sa pensée ou son opinion.

La liberté de la presse semble, d'une manière générale, ne viser que le journalisme.

La liberté d'émettre son opinion dans une réunion, en public ou de la faire connaître par voie de brochure, etc., doit être également garantie.

Il est certain d'autre part que la Commission ne désire pas, par cette modification, voir changer nos mœurs et coutumes en matière de presse et manifestation d'opinion, et pour cela il est nécessaire que la loi interprétée par une sage jurisprudence en réprime les abus.

Aux termes du texte proposé, les abus pourront être réprimés ou par le droit commun ou par une loi spéciale sur la presse s'il plaît au peuple de s'en donner une.

A l'article 12, la Commission a voulu donner une sanction pratique au principe de l'égalité de traitement des deux langues.

C'est là une satisfaction légitime que personne d'entre nous ne songera à refuser à nos compatriotes de langue allemande.

Les articles 14 à 18 qui sont les articles économiques de la nouvelle Constitution, n'ont pas été amendés d'une manière importante par la Commission. Par un groupement plus méthodique des matières, elle a cru donner plus de clarté à la chose.

Toutefois à l'article 18 la Commission vous propose de substituer l'*obligation* à la *faculté* de fonder des hôpitaux de districts et une clinique chirurgicale cantonale.

Elle propose également de prévoir le moment où il sera possible de songer à la création d'un établissement cantonal pour le soulagement des misères physiques dont souffre l'humanité.

La Commission, comme le Conseil d'Etat du reste, désirant sauvegarder la bonne marche des finances, condition première et essentielle pour la bonne marche d'un Etat, soumet toutes ces dispositions à la condition de l'équilibre des ressources financières.

A l'article 20 la Commission prévoit la responsabilité des autorités et des fonctionnaires

publics, avec la responsabilité subsidiaire de l'Etat, en cas d'insuffisance de ceux-ci.

A l'article 21 la Commission formule un principe en harmonie avec les notions de la justice, c'est qu'un employé nommé pour une période déterminée ne peut être révoqué, durant cette période, sans avoir pu présenter sa défense et sans que sa révocation soit motivée.

A l'article 23 la Commission propose de rendre obligatoire l'affectation à l'amortissement de la dette publique du $\frac{1}{4} \text{‰}$ du produit de l'impôt sur le capital et le revenu au lieu du $\frac{1}{2} \text{‰}$.

La Commission n'entend pas par là bouleverser dès maintenant et à priori le tableau d'amortissement de la dette publique.

Elle veut seulement permettre aux pouvoirs publics, si le besoin s'en faisait sentir, de diminuer l'amortissement annuel et d'augmenter ainsi de frs 50,000 en chiffres ronds, les disponibilités budgétaires.

Il n'y a rien là de subversif au point de vue de notre régime financier, car nous aurons l'honneur de démontrer durant la discussion de cet article, que si l'on tient compte de l'état de nos dettes actuelles comparées à celles existant en 1876 et du produit de l'impôt sur le capital et le revenu comparé à celui existant en 1876, le $\frac{1}{4}$ pour mille af-

fecté à l'amortissement représente un pour cent aussi fort que le $\frac{1}{2}$ pour mille en 1876.

Les articles 29 à 34 se rapportant à l'exercice des droits populaires n'ont été modifiés par la majorité de la Commission que sur deux points.

Le referendum financier est limité à frs 100,000 au lieu de 60,000, et le nombre des signatures à recueillir pour appuyer une initiative législative est de 4,000 au lieu de 5,000.

Le referendum financier prévu à cet article ne s'applique qu'aux décisions budgétaires prises par le Grand Conseil ou aux lois et décrets soustraits au referendum en vertu des alinéas précédents, car il est certain que toutes les fois que la dépense sera le fait ou la conséquence d'une loi, elle sera *eo ipso* soumise à la sanction du peuple.

Ce referendum financier n'a donc plus la même importance qu'il a sous l'empire de la Constitution actuelle. En outre, si nous comparons notre budget actuel à celui de 1876, une dépense de frs 100,000 n'est pas plus forte aujourd'hui, proportions gardées, que ne l'était en 1876 une dépense de frs 60,000.

En ce qui concerne le chiffre des signatures nécessaires pour appuyer une initiative, il est à remarquer que cet article ne se rap-

porte qu'à l'initiative législative et non à l'initiative constitutionnelle.

Il a paru à la Commission que si l'on voulait conférer au peuple le droit d'initiative au point de vue légal, on devait aussi faciliter, dans une proportion qui paraît équitable, l'exercice de ce droit.

Du reste si l'on exige 6000 signatures pour une revision constitutionnelle, il nous paraît indiqué que le nombre en soit réduit pour l'initiative législative.

A l'endroit de l'exercice de ces droits populaires, nous croyons devoir signaler à l'attention de l'Assemblée deux propositions qui se sont fait jour dans la Commission et qui sont restées en minorité.

La première, c'est de permettre au peuple de demander par voie d'initiative l'abrogation pure et simple d'une loi ; la seconde consacre le principe que si le peuple, par voie d'initiative, crée des dépenses nouvelles pour l'Etat, il doit en même temps lui procurer les ressources nécessaires pour y faire face.

Nous laisserons lors de la discussion de ces articles aux auteurs de ces propositions le soin de les développer.

A l'article 36 la Commission propose que, à la suite du renouvellement intégral du

Grand Conseil, il y ait, avant la session de Mai, une session constitutive.

L'avantage de cette innovation est double ; elle permettra au pouvoir législatif nouvellement élu d'entrer immédiatement en fonction et évitera un dualisme qui pourrait exister au point de vue des compétences entre le Grand Conseil sortant de charge et celui nouvellement élu, et il aura surtout pour effet de permettre au pouvoir législatif de nommer sa Commission de gestion dans le courant de la session constitutive et d'examiner la gestion du Conseil d'Etat pendant la session ordinaire de Mai.

A l'article 46 la Commission vous propose de consacrer par un texte formel l'existence de l'immunité parlementaire créée par la jurisprudence.

Il est à désirer que cette disposition ne change pas nos mœurs parlementaires. Elle aura nécessairement pour conséquence, si elle est adoptée, la revision totale du règlement du Grand Conseil au point de vue des mesures de police intérieure.

La majorité de la Commission partage l'opinion du Conseil d'Etat au point de vue des incompatibilités, et propose de s'en tenir à celles qui sont prévues par la Constitution actuelle. Par contre, une minorité de la Com-

mission propose d'étendre d'une manière considérable les cas d'incompatibilité.

Nous nous réservons de revenir en détail sur cette importante question. Qu'il nous suffise de dire que le principe dominant qui a dirigé la décision de la Commission, c'est que dans un pays où les ressources intellectuelles sont forcément limitées, on ne peut pas priver une assemblée législative des lumières de bon nombre de magistrats qui ont donné la mesure de leur dévouement à la chose publique et qui ont su concilier le devoir découlant de l'exercice de leur mandat qu'ils tiennent du peuple avec celui qui découle de leurs fonctions.

ART. 59. — Il a paru nécessaire à la Commission, pour consacrer constitutionnellement une pratique constante, de proclamer que le tribunal cantonal, c'est-à-dire le pouvoir suprême judiciaire doit rendre compte au pouvoir législatif de la marche de l'administration de la justice.

A l'art. 61 la Commission propose, comme le Conseil d'Etat, de laisser à la législation le soin de réduire le nombre des juges lorsque le besoin s'en fera sentir, ou que les circonstances le permettront.

Cette réduction du nombre des juges est en connexion avec la création d'un tribunal de commerce ou de tribunaux de prudhom-

mes, dont la Commission prévoit la création, par la voie de la législation.

La Constitution étant une œuvre de durée et d'avenir, il est à espérer que le développement que prendra notre Canton dans le domaine économique et commercial, rendra utile et fructueux la création de ces tribunaux dont l'heureux effet a été bien souvent proclamé.

La majorité de la Commission se range à l'opinion du Conseil d'Etat en ce qui concerne la création des conseils généraux.

Une minorité de la Commission par contre n'a pu s'empêcher de faire observer combien cette disposition est peu en harmonie avec l'extension des droits populaires et l'exercice direct par le peuple des droits de la souveraineté, et vous propose la suppression de cette innovation.

A l'art. 84 la Commission propose de maintenir le chiffre de 1000 âmes de population comme quotient électoral pour la nomination des députés, au lieu de le porter à 1200 comme le propose le Conseil d'Etat.

Sans doute par la disposition transitoire proposée par le Conseil d'Etat à l'article 107, cette disposition n'aurait pas d'influence pour quelques années sur la composition du Grand Conseil; mais lors de son application il aurait infailliblement pour effet de diminuer le

nombre des députés de la montagne sans diminuer ceux des villes et de la plaine; en effet, la population des montagnes n'augmente guère, ou dans une proportion très minime; le prochain recensement ne leur donnera en tous les cas pas un accroissement de population qui compense la majoration du quotient électoral, le nombre des députés tel qu'il existe actuellement sera donc diminué. C'est ce que n'a pas voulu la Commission.

La Commission, dans sa majorité composée de 7 membres sur 6, vous propose la suppression des suppléants, et une minorité de la Commission vous propose l'introduction du système de la représentation proportionnelle pour les élections au Grand Conseil.

Nous reviendrons sur ces points lors de la discussion des articles.

Nous devons également faire ici mention d'une proposition présentée dans le sein de la Commission et qui est restée en minorité.

Cette proposition a pour but la nomination du Conseil d'Etat et des députés au Conseil des Etats par le peuple.

Nous y reviendrons.

Le Conseil d'Etat propose de maintenir l'incompatibilité entre les fonctions ecclésiastiques et les fonctions civiles, toutefois, ainsi que vous l'avez vu à la lecture du message

du Conseil d'Etat, il vous propose d'interpréter ces expressions « *fonctions ecclésiastiques* » dans le sens restreint et de dire qu'elles ne doivent se comprendre que des fonctions pastorales.

Par cette interprétation l'inéligibilité n'atteindrait plus le caractère du prêtre, mais seulement la fonction qu'il occupe.

C'est ainsi que tout prêtre n'exerçant pas le ministère pastoral et qui serait voué à toute autre mission, par exemple au professorat, ne serait pas atteint par l'incompatibilité constitutionnelle.

La majorité de la Commission a voulu faire un pas de plus.

Elle proclame en principe la suppression de toute exception interdisant aux ecclésiastiques l'accès aux fonctions publiques. Elle proclame leur éligibilité, et ne conserve qu'une seule incompatibilité basée sur la considération suivante : Le prêtre ou plutôt le desservant de paroisse, car c'est ce dernier seul que l'incompatibilité atteint, exerce en fait, dans la paroisse, une fonction des plus importantes, il dirige la paroisse au point de vue spirituel, il ne peut pas faire partie du pouvoir dirigeant la commune au point de vue matériel. Ces deux fonctions sont incompatibles.

Une minorité de la Commission, par con-

tre, propose la suppression pure et simple de toute disposition à cet égard.

Ce sujet a fait couler beaucoup d'encre et donné lieu à beaucoup de discussions. Si l'on s'en rapportait à ces manifestations, on serait tenté de croire que c'est là la disposition capitale, la pierre de touche de la nouvelle Constitution.

Il n'en est rien à nos yeux ; cette disposition, quelle que soit la solution qu'on lui donne, restera pratiquement une question d'organisation intérieure, une question d'incompatibilité et non de déchéance, qui ne doit pas être de nature à créer des oppositions inébranlables et à faire échouer une œuvre de patriotisme et de progrès.

Les autres articles du projet ne donnent lieu qu'à des observations de détail.

*

* *

La Constitution de 1876 a donné au Valais trente ans de paix, de prospérité et de développement.

Le Conseil d'Etat le signale dans son message sur l'opportunité de la revision. La Commission est heureuse de se joindre à cette constatation et de la proclamer en la faisant sienne devant cette Haute Assemblée.

Pendant ces 30 ans, l'activité de l'Etat s'est manifestée dans bien des domaines, bien des œuvres utiles ont vu le jour.

A ceux qui ne trouvent pas ces progrès assez rapides nous répondrons qu'à chaque jour suffit sa peine, et que l'œuvre de restauration de nos finances, objectif de la dernière Constitution, ne pouvait pas être le travail d'un jour.

Le but de la nouvelle Constitution doit être d'accentuer cette marche progressive.

Le Conseil d'Etat, dans l'élaboration de son projet, s'est inspiré de ce sentiment ainsi que des besoins nouveaux, des vœux et des aspirations du peuple valaisan.

La Commission dans son travail a été animée des mêmes intentions.

Le Grand Conseil et chacun de ses membres en feront de même, nous le savons, car le désir de voir la patrie valaisanne grande et forte est un champ d'action sur lequel les partis se rencontrent.

Puisse cette œuvre, produit de l'effort patriotique des représentants d'un peuple inébranlable dans ses croyances, fier de sa liberté, attaché à son sol, éprouvé aux rudes labeurs et épris de progrès, produire, avec le secours du Dieu tout-puissant, d'heureux fruits pour la République du Valais.

C'est à ce travail que je vous convie en vous proposant au nom de l'unanimité de la Commission l'entrée en matière sur le projet du Conseil d'Etat.

Deutscher Bericht

Berichterstatler Herr Abgeordneter Heinrich Ruten.

Die Kommission, welche Sie mit der Prüfung des vom hohen Staatsrate vorgelegten Verfassungsberichtes beauftragt haben, war endgültig zusammengesetzt aus den Herren :

Dr. G. Loretan, Präsident,
G. Défayez, Vize-Präsident,
Dr. M. Seiler,
A. de Sepibus,
J. von Stockalper,
J. M. de Chastonay,
A. Imboden,
H. de Lavallaz,
J. Anzevui,
H. Evequoz,
S. Troillet,
M. Bellissier,
L. Bressoud,
Ed. Delacoste,
H. Ruten.

Als Berichtsteller wurden die Großräte Evezquoz und Notén bezeichnet.

In 11 Sitzungen hat der Ausschuß die Anträge der Regierung geprüft, sie einzelnen Abänderungen unterzogen und neue gestellt.

Der Entwurf des Staatsrates, wie das Ergebnis unserer Beratung befinden sich in Händen der Herren Großräte.

Wir erachten es nicht als notwendig, die näheren Umstände, unter welchen die gegenwärtige Revision angebahnt wurde, zu berühren, da es in den staatsrätlichen Botschaften bereits vollauf geschah.

Auch die Frage der Erweiterung der Volksrechte, welche die Signatur des in Beratung liegenden Verfassungsentwurfes bildet, wird in den beiden Botschaften so eingehend besprochen, daß weder in geschäftlicher noch politischer Beziehung etwas beizufügen bleibt.

Ein zweites Moment, welches die neue Konstitution charakterisiert, sind die zahlreichen volkswirtschaftlichen Postulate, welche in den Artikeln 15—20 des ersten Entwurfes niedergelegt sind.

Sie bedeuten eine Erweiterung des Aufgabensfeldes des Staates und bilden die gesetzliche Unterlage einer Richtung, welche die Regierung seit Jahren eingeschlagen.

Es ist dies der Uebergang des reinen Rechtsstaates, welcher seine Bestimmungen erschöpft glaubt durch den Rechtsschutz im Innern und die Vertretung der Staatspersönlichkeit nach außen in den modernen Wohlfahrtsstaat.

Seine Sorge soll sich erstrecken auf das materielle und intellektuelle Wohl der Bevölkerung, auf den Schutz der Landwirtschaft, der Industrie und des Gewerbes, mit einem Worte, auf die Obsorge für die arbeitenden Klassen.

Es liegt dieses im Wesen eines Volksstaates und mit Recht sagt Hirzl in einem Vortrage über Demokratie:

„Man pflegt die Demokratie sonst vorwiegend in der Staatsform zu suchen, aber nichts wäre einseitiger. Jede bloße Form ohne Inhalt ist leer. Gerade der Umstand, daß in der demokratischen Republik die oberste Gewalt auf den starken Schultern des Volkes ruht, bedingt mit Notwendigkeit, daß der Staat alle diejenigen Aufgaben zum Gegenstande seiner Fürsorge mache, welche geeignet sind, das Wohl des gesamten Volkes in seinen breitesten Schichten zu fördern und zu mehren.“

Wenn wir diese beiden Momente, die Vermehrung der Volksrechte und die volkswirtschaftlichen Postulate, welche der neuen Verfassung

ihr Gepräge verleihen, ausschalten, so bringt uns dieselbe wenig Abänderungen von grundsätzlicher Tragweite und wir werden diese bei der Beratung des Entwurfes von Fall zu Fall behandeln.

Gingegen dürfte ein kurzer Rückblick auf die verschiedenen Regierungsformen des Landes, welche endgültig zur heutigen Staatsform geführt haben, der hohen Versammlung ein gewisses Interesse bieten.

Um aber nicht längatmig zu werden und gleiches zu wiederholen, vereinbarten die Berichtsteller eine Arbeitsteilung. Dem französischen Berichtsteller fiel die neuere Zeit zu, während dem deutschen der Zeitraum vor 1798 als Arbeitsfeld zugewiesen wurde.

Es kann sich meinerseits in Anbetracht der wenigen Tage, die zur Verfügung standen, natürlich nicht um eine Arbeit von bleibendem Werte handeln, sondern bloß um eine lose Zusammenstellung, wie sie an Hand der allgemeinen Geschichte und den Forschungen der H. H. Professoren Heusler, Furrer, Grenat und Simesch leicht möglich wurde.

Heusler sagt: „Nicht wie man erwarten könnte, von der alten Reichsabtei der burgundischen Könige, dem Heiligtume des Märtyrers Mauritius, auch nicht von dem spätern burgundischen Reiche,

noch von dem, seine Erbschaft in diesem Gebiete anstreben den Hause Savoyen, ist die zum Freistaat Wallis führende staatsbildende Tätigkeit ausgegangen, sondern die weltliche Herrschaft des Bischofs zu Sitten und die ihr zuerst zur Seite tretende, dann sie mehr und mehr einengende und verdrängende Selbstverwaltung der Landgemeinden des obern Theiles haben die Führung übernommen und die Geschichte des Wallis gemacht."

Zum Verständniss der gegenseitigen Stellung des Bischofs, als Landesherr, und der Landsgemeinden sind wir gezwungen, etwas weit zurückzugreifen.

In den Stürmen der Völkerwanderung waren diesseits der Alpen die letzten Trümmer der römischen Weltmacht weggefragt worden. An deren Stelle war, seit dem Anfang des 9. Jahrhunderts, das heilige römische Reich deutscher Nation getreten und Wallis war Reichsland geworden.

Kaiser Karl der Große ließ sein Reich noch durch Beamte regieren.

Unter seinen Nachfolgern aber entwickelte sich in Deutschland und den Nachbarländern das Lehenssystem oder Lehnrecht.

Es bestand darin, daß der Kaiser die Länder,

welche er nicht selbst verwalten und regieren konnte, einem Manne zur Verwaltung übergab.

Diese Uebergabe nannte man, ein Land zum Lehen geben.

Die Lehensträger teilten das Land wieder in kleinere Kreise, mit welchen sie ihrerseits angelehene Männer belehnten, d. h. an sie einen Teil ihrer Rechte, z. B. die richterliche Gewalt, abtraten. Von Rechtswegen hätte beim Absterben des Lehenträgers das Lehen an seinen Vergeber zurückkehren sollen. Waren aber die Nachkommen oder Erben mächtige Leute, so verweigerten sie oft die Rückgabe und viele Lehen wurden so schließlich erblich. Dies erklärt uns den Zerfall des deutschen Reiches, die Entstehung der erblichen Herzogtümer und der vielen kleinen Herrschaften. Es erklärt uns auch die Vorliebe der Kaiser, Bischöfe mit Land und Leuten zu belehnen, weil die Gefahr der Erbfolge ausgeschlossen blieb.

Ihre Stellung als Landesherren führten die Bischöfe auf die sogenannte „Karolina“ zurück, eine Schenkung oder Lehensübergabe der Grafschaftsrechte im Wallis an den Stuhl des heiligen Theodul zu Sitten abseits Kaiser Karl des Großen. Eine Urkunde hierüber hat, nach Annahme unserer Geschichtsforscher, nie bestanden,

wohl aber ist urkundlich festgesetzt, daß König Rudolf von Burgund im Jahre 999 den Comitatus Vallensis dem Bischof von Sitten übergab.

Kaiser Heinrich IV. 1189, Karl IV. 1360 und Karl der V. 1521 bestätigten die Rechte des Bischofs, und nach damaliger staatsrechtlicher Auffassung ward er tatsächlich Inhaber der Grafschaftsrechte im Wallis. Diese Rechte oder Regalien waren die Hoheitsrechte. Modern ausgedrückt, würde es lauten, mit dem Bischöflichen Stuhle zu Sitten seien die gesetzgebende, richterliche und vollziehende Gewalt und der Bezug von Gefällen verbunden gewesen.

In Wirklichkeit mag der Bischof seiner Macht Herrlichkeit nie froh geworden sein, denn bis zum Anfang des 15. Jahrhunderts ist unsere Geschichte angefüllt mit Kämpfen gegen äußere Feinde, vorab gegen die Herzöge von Savoyen und den mächtigen Landesadel, die ihm seine Rechte wechselweise streitig machten. Aber gerade diese beständigen Fehden gaben den Anstoß zur Selbständigkeit der Landsleute der sieben Zehnden.

Ihre Rolle ist eine gegebene und entwickelt sich naturnotwendig aus den damaligen Verhältnissen. Sie wehren sich gegen die äußeren Feinde und helfen dem Bischofe, als dem obersten Lehensträger des Reiches, die Macht des inländischen,

störrischen Lehensadels zu brechen, welcher versucht, die Hoheitsrechte an sich zu bringen. In diesen Kämpfen werden sie ihrer Kraft bewußt und es entsteht das Streben, nun ihrerseits dem Bischofe die Hoheitsrechte zu entreißen und für sich zu gewinnen.

Durch die Verträge des Jahres 1384 und 1392 wurde das Verhältnis zu Savoyen geregelt und die Morfe bildete fortan bis 1476 den Grenzfluß für das Bischöfliche und Herzogliche Wallis.

Die mächtige Familie „Zum Turn“ wurde nach ihrer Untat am Bischofe in der Fehde des Jahres 1376 vernichtet und 50 Jahre später ward auch die Macht des Hauses Karon gebrochen.

Jetzt stunden sich der Bischof als rechtlicher Träger der Landeshoheit und die Bewohner der sieben Zehnden, Goms, östlich und westlich Karon, Brig, Visp, Leuf, Siders und Sitten, die freien Patrioten, wie sie sich mit Vorliebe nannten, allein gegenüber und der Kampf um die Gewalt im Lande kam endgültig zum Austrage.

Wie bereits angedeutet, findet das Bestreben der Landsleute seine Erklärung in den Zeitumständen und wird durch die allgemeine politische Lage wohl gerechtfertigt.

Die Beziehungen zwischen den Urkantonen und den obern Landesteilen waren manigfaltig und

hierseits wird sich gewiß früh der Wunsch geregt haben nach gleichen Rechten und Freiheiten, welche ihre Nachbarn besaßen.

Das deutsche Reich, als dessen Lehensträger der Bischof sich betrachtete, und von welchem er seine Rechte und Ansprüche ableitete, war ohnmächtig und ging dem Zerfalle entgegen.

In den vielen Kämpfen und Fehden hatte der Kaiser dem Lande keine Hülfe gebracht. Es hatte sich allein und endgültig siegreich bestanden. Dies hatte das Volk dem Reiche entfremdet, hingegen das Selbstgefühl und das Vertrauen auf die eigene Kraft auf das Höchste gesteigert. In ihren häufigen und scharfen Auseinandersetzungen mit dem Bischöfe beriefen sie sich vorzüglich auf diesen Umstand, daß sie allein und mit Einsetzung von Gut und Blut die inneren und äußeren Feinde besiegt, daß der Kaiser ihnen nicht beigesprungen und daher auch kein Recht habe, über Land und Leute zu verfügen.

Es ist wohl auch anzunehmen, daß die Bischöfe die Hilfe der Landleute durch Gewährung einiger Theilnahme am Regimente lohten oder erkaufen mußten und bereits im Anfange des 14. Jahrhunderts finden wir Ansätze zum späteren Landrate. Eine Urkunde vom Jahre 1339 spricht

von einem Beschlusse gefaßt «in concilio generali totius terræ Vallesiae».

Der Landrat mag wohl so entstanden sein, daß in Zeiten allgemeiner Gefahr oder wann dem Bischof die Beihülfe der Landleute notwendig war, er angesehene Männer aus den Zehnden zu sich beschied und mit denselben beratschlagte. Aus diesen seinen Anfängen, in provisorischem Gebilde, wurde bald eine dauernde Einrichtung und schon am Ende des 14. Jahrhunderts versammelt sich der aus den Ratsboten der sieben Zehnden und dem Domkapitel bestehende Landrat zweimal des Jahres: der Maien- und Weihnachtslandrat.

Die Zahl der Boten der Zehnden ist unbestimmt. Meistens sind es zwei oder vier, aber auch sechs und mehr, je nach der Wichtigkeit des Handels und je nachdem der eine oder andere Zehnden mehr ins Interesse gezogen war, und der Nähe des Ortes, wo der Landrat abgehalten wird. Auf dem gleichen Landrat haben die Zehnden oft nicht gleichviel Boten. Wird z. B. der Landrat in Naters gehalten, so erscheinen die Briger zahlreicher, wird er in Sitten gehalten, so die Sittener. Der gewöhnliche Ort der Versammlung war die Majorie zu Sitten. Es gab aber auch viele Landräte in Leuk, Visp,

Siders, Turtmann und einmal gar in Turtig.

Alle Boten eines Zehnden hatten übrigens nur eine Stimme im Räte. Der Bischof hatte ebenfalls eine Stimme, wie auch das Domkapitel. Diesem wurde sie aber streitig gemacht und wir finden das Kapitel später im Landrate nur mehr vertreten bei sehr wichtigen Fragen und bei der Wahl des Bischofs und des Landeshauptmannes.

Den Vorsitz führte der Bischof, später der Ballivus oder Landeshauptmann, welcher den Titel „Schaubare Größmächtigkeit“ führte, während der Landschreiber als „Schaubare Weisheit“ geehrt wurde.

Sowie der Landrat eine ständige Einrichtung wird, nimmt er die gesetzgebende Gewalt in Anspruch.

Wir können nicht in die Einzelheiten der damaligen Gesetzgebung eingehen, können es aber nicht unterlassen, hier die ehrenden Worte anzuführen, mit denen auch der Sammler unserer Rechtsquellen, Herr Prof. Heusler, der Tätigkeit des Landrates auf diesem Gebiete gedenkt. Er schreibt:

„In die allmähliche Ausbildung des Landrechtes ist uns ein ziemlich genauer Einblick möglich. Von noch ungelassenen und dürftigen Auf-

zeichnungen alter Gewohnheiten steigen wir auf zu der abschließenden Kodifikation des Walliser Landrechtes vom Jahre 1571.

Was dazwischen liegt, zeigt uns nicht nur, wie sich der Stoff allmählig erweitert, sondern auch wie die Technik zunimmt und das römische Recht die Lehrmeisterin wird. Aber wie erfreulich, maßvoll und vorsichtig geht man vor, wie selbständig verhält man sich gegen das fremde Recht, trotz mannigfacher Verwendung des aus ihm und an ihm Gelernten. Wir dürfen wohl sagen, daß die Walliser Landleute in ruhig und verständig fortgesetzter Tätigkeit eine Assimilation ihres alten deutschen Rechtes hergestellt haben, die den Vergleich mit den besten Gesetzbüchern jener Zeit nicht zu scheuen hat, sie bezüglich Klarheit der Fassung und Sauberkeit der Gedankendurchführung vielfach übertrifft."

Meine Herren, eine vollwertigere Anerkennung und ein schöneres Zeugnis konnte den gesetzgeberischen Arbeiten des alten Landrates nicht gegeben werden.

Von einer Gewaltentrennung war damals noch nicht die Rede. Dieser Grundsatz kommt erst mit der französischen Revolution zur Geltung, und mit der gesetzgebenden Gewalt ent-

zogen die Landleute dem Bischöfe auch die obersterichterliche Gewalt.

In der Gerichtsverfassung vom Jahre 1435, unter Absatz 5, wo vom Instanzen-Gange die Rede ist, heißt es:

« Et eodem modo a ballivo nostro appellari debet ad nos et a nobis ad patriotas ut supra. »
Es wird das Verbot beigefügt, diesen Entscheid in oder außer dem Lande weiterzuziehen.

Auch die vollziehende Gewalt, insofern es sich um die Vertretung des Landes gegenüber andern Staaten handelt, liegt in den Händen des Landrates. Er ernennt die Gesandten und erteilt denselben die entsprechenden Weisungen.

Ständige Regierungsorgane für das ganze Land gab es keine mit Ausnahme des Landeshauptmannes und des Landschreibers, an welche die Mitteilungen gerichtet wurden, welche alle sieben Zehnden betrafen. Diese gaben sie an die Gemeinden weiter, und war ein Entscheid zu treffen, wurde der Landrat einberufen. Daher dessen häufiger Zusammentritt, so z. B. im Jahre 1603 am 7. Febr., 2. April, 18. Mai, 2. Juli, 21. Juli und am 9. August.

Verwaltung und Politik konzentrierten sich ganz in den Zehnden und Gemeinden. Wir können uns heutigen Tages nur schwer eine Vorstellung

machen von der Freiheit und Selbständigkeit derselben.

Kein Gesetz und kein Beschluß des Landrates war für sie bindend.

Die Landboten mußten jeden Beschluß vorerst den Gemeinden des Zehndens unterbreiten, an sie berichten und referieren, daher das Wort „Referendum“, und nur in denjenigen Zehnden, wo sich die Mehrheit der Gemeinden für Annahme des Gesetzes erklärt hatte, wurde es bindend. Es war das obligatorische Referendum in seiner ursprünglichsten und weitgehendsten Form. Auch eine Art Initiative war den Zehnden nicht fremd, indem sie ihre Boten mit bestimmten Begehren und Weisungen in den Landrat entsandten. Ein Verbot, wie es Art. 46 der neuen Verfassung vorsieht, daß die Abgeordneten an keinen Verhaltensbefehl gebunden werden dürfen, wäre den alten Wallisern unverständlich gewesen, da sie von der richtigen Voraussetzung ausgingen, der Bote habe im Sinne und Geiste seiner Wähler zu handeln. Wie hoch man die Rechte und Freiheiten des Einzelnen achtete, geht aus dem Schlußartikel des revidierten Landrechtes vom Jahre 1780 hervor. Er lautet: „Alle obigen Revisionsartikel sollen keineswegs präjudizieren noch schädlich sein den

Freiheiten, Rechten und Gebräuchen eines jeden löblichen Zehndens und Orts, gleich wie es auch zu Ende des Landrechtes ist vorbehalten worden."

Auch die Finanzverwaltung lag in Händen der Zehnden und die Auslagen wie der Ueberschuß der Einnahmen wurde gleichmäßig an selbe verteilt. Bei militärischen Aufgeboten wurde jedem Zehnden vorgeschrieben, wieviel Mann und in welcher Ausrüstung dieselben zu stellen seien. Desgleichen hatten sie für einen genügenden Vorrat an Pulver, Blei und Waffen Sorge zu tragen. Bannerherr und Zehndenhauptmann sind für die Kriegsbereitschaft verantwortlich. Der Großkastlan leitet das Zehndengericht und den Zehndenrat.

Nur diese Stellung der Zehnden, die vor kaum mehr als hundert Jahren noch in voller Kraft bestand, gibt uns die Erklärung des oft kritisierten Zehndengeistes. Wenn wir die Geschichte lesen, wird er uns verständlich und wir verstehen und achten das Gefühl der Zusammengehörigkeit, welches noch heute unter den Zehndenleuten herrscht. Wir begreifen den Stolz und die Freude der Bezirke, wenn Männer aus ihrer Mitte in der Regierung oder in den obersten Behörden des Schweizervolkes Sitz und Stimme haben. Wir verstehen auch den Zn-

grimm und edlen Zorn, mit welchem das Volk in den Jahren 1798 und 1799 zu den Waffen griff, denn jeder Zwang, jede Einmischung fremder Gewalt waren ihm unbekannt, waren ihm ein Gräuel. Man ist gezwungen, den veränderten Verhältnissen Rechnung zu tragen, und wir geben zu, daß diese kleine Selbstherrlichkeit der Zehnden ein Ende nehmen mußte. Aber das wissen wir auch, daß die moderne Schablonen-Demokratie, die, alles nachäffend, alles über den gleichen Leist schlagend, ohne geschichtlichen Sinn, jeder Individualität abhold, uns kein Volk erziehen wird, welches bei der leisesten Gefahr, die seiner Selbständigkeit droht, impulsiv zu den Waffen greift. — Fuit Troia.

Im Laufe des 16. Jahrhunderts war es den Zehnden gelungen, nach und nach die Verwaltung des Landes an sich zu bringen, und die Herrschaft des Bischofs bestund nur mehr zum Scheine.

Mit den ersten Jahren des 17. Jahrhunderts schickten sich die Patrioten an, auch diesem Scheine ein Ende zu bereiten und ihren Errungenschaften eine bestimmte Form zu geben, sie zu verbrieften und in der Gesetzgebung niederzulegen.

Es ist der letzte Anlauf, und mit dem Kampfe

gegen Bischof Hildebrand Jost können wir unsere politische Geschichte bis zum Jahre 1798 als abgeschlossen betrachten. Die Zehnden sind im Vollbesitz der Freiheit und der Landesgewalt.

Der Vorstoß beginnt bereits zurzeit Adrians II. von Niedmatten.

Mit Schreiben vom 19. Februar 1613 wendete sich der Landrat an den Bischof und erklärte vorerst, derselbe habe kein Anrecht auf Monthey, welches im Jahre 1569 vom Herzog v. Savoyen an die sieben Zehnden sei gegeben worden. Sie fügen dann bei: „Wir wissen wohl, daß der Bischof von Sitten Fürst des heiligen, römischen Reiches ist, damit aber ward er nicht Graf und Präsekt des Landes Wallis.

Die Grafschaft und Präsektur gehörten früher dem Kaiser, jetzt aber dem Lande, denn der Kaiser hat dasselbe nie und in keiner Weise geschützt, er könne daher auch nicht darüber verfügen; es habe sich selbst geholt und gehöre sich selbst an. Falls der Bischof, gestützt auf die „Karolina“ Ansprüche erhebe, würde er vom Landrate ausgeschlossen.“

Adrian II. starb am 7. Oktober 1613 und der Landrat benutzte die Sedisvakanz, um eine Wahlkapitulation aufzustellen, d. h. Wahl und

Anerkennung des Bischofs wurden an bestimmte Bedingungen geknüpft.

Dieses Schriftstück trägt das Datum vom 15. Oktober 1613, zerfällt in 15 Artikel und ist bekannt unter dem Namen «Conclusum».

Für unsere Aufgabe sind die Art. 1, 3, 11 und 12 von besonderer Bedeutung. Sie haben mit dem Eingange folgende Fassung:

„Das ehrwürdige Kapitel von Sitten, im Namen aller seiner Mitglieder und im Namen des zu erwählenden Bischofs, der gleich nach der Wahl seine feierliche Zustimmung geben wird, gelobt:

Art. 1.

Jeden Zehnden, jede Gemeinde und jeden Ort bei seinen alten Rechten und Freiheiten zu belassen.

Art. 3.

Das ehrwürdige Kapitel und der zu wählende Bischof werden sich nicht mehr auf die Karolina berufen, welche uns, wie man sagt, von Karl dem Großen aufgezwungen wurde und die König Rudolf dem Bischof Hugo von Sitten bestätigte. Die „Karolina“ wird in keiner Weise unsern Rechten und Freiheiten, dem Landrechte und unserer richterlichen Gewalt Abbruch tun können.

Zum Zeichen, daß die Karolina vernichtet sei,

wird der Landeshauptmann, welcher während der Nichtbesetzung des bischöflichen Stuhles die höchste Behörde darstellt, dem Bischofe das Schwert und die Schlüssel der Majorie überreichen. Jedoch soll der Landeshauptmann durch den Bischof be-
eidet und durch Auflegung des Schwertes bestä-
tigt werden.

Art. 11.

Der Bischof wird sich den Gesetzen fügen,
welche der Landrat getragen und welche die
Zehnden angelobt haben.

Art. 12.

Dem Landeshauptmann steht das Recht zu,
den Landrat einzuberufen. Die Artikel werden
am selben Tage im Namen des Kapitels durch
dessen vier Würdenträger gutgeheißen und sie
versprachen auch, daß der zu wählende Bischof
ein Gleiches tun werde.

Es waren die Herren: Peter Brantschen,
deutscher Dekan, Bartholomäus Venez, Dekan
auf Valeria, Peter Bonivini, Großkantor und
Jakob Schmiedeisen, Großkristan.

Am selben Tage auch, 15. Oktober 1613,
wurde der Pfarrer von Leytron, Domherr Hilde-
brand Jost zum Bischofe gewählt, und der Ver-
trag zwischen Kapitel und Landrat von ihm an-
erkannt.

Dieser 15. Oktober bildet einen Markstein in der Geschichte der sieben Zehnden, die feierliche Besiegung des Endes der weltlichen Macht des bischöflichen Stuhles.

Durch Preisgabe der „Karolina“ vernichteten Bischof und Kapitel diejenige Urkunde, auf welche sie sich stets berufen, um die Hoheitsrechte geltend zu machen, und durch die Annahme des Schwertes aus den Händen des Landeshauptmannes anerkannten sie die Oberhoheit des Landes.

Der Bischof und das Kapitel hatten sich wegen Verzicht auf die Rechte des bischöflichen Stuhles ohne Genehmigung der obersten kirchlichen Behörde, in Rom zu verantworten. Es wurde der Versuch gemacht, das Conclusum rückgängig zu machen.

Hier nun der lange böse Zwist zwischen Hildebrand Fost und den sieben Zehnden. Die katholischen Kantone, der König von Frankreich und Kaiser Ferdinand II. traten als Vermittler auf. Der Letztere hatte sogar am 28. April 1624 und am 29. November 1627 dem Bischofe die „Karolina“ wieder erneuert.

Der Kampf endete aber damit, daß nach 18 Jahren, am 5. Januar 1634, der Bischof und das Kapitel wieder in feierlicher Weise Verzicht leisteten auf die „Karolina“ und auf alle andern

Rechte, die aus kaiserlichen Schenkungen entspringen mochten.

Dieser Akt mit dem bereits erwähnten Conclusum bilden den endgültigen Abschluß des 200-jährigen Kampfes um die Landeshoheit zwischen dem bischöflichen Stuhle und den sieben Zehnden.

Vater Furrer und Domherr Grenat, in ihrer Landesgeschichte, beklagen sich über das oft gewalttätige Vorgehen der Patrioten gegenüber dem Bischofe, und wir dürfen sie nicht der Voreingenommenheit zeihen. Der schon zitierte protestantische Basler Geschichtsforscher schreibt zum Kampfe gegen Bischof Jost:

„Da die Sache auf dem Verhandlungswege zu keinem Ziele führte, so griffen die Landleute wieder in alter gewalttätiger Weise zu dem schon vor Jahrhunderten praktizierten Mittel der Gefangensetzung des Bischofs, bis er unter Tränen den Verzicht auf die „Karolina“ aussprach.“

Wir bedauern die Form, aber gerade im Momente, wo die Kirche auf diesem, ihr fremden Gebiete, unterliegt, geht sie siegreich aus einem Kampfe hervor, den sie für ihre heiligsten Interessen geführt. Domherr Grenat sagt:

« Dans cette lutte, qui dura presque aussi longtemps que la vie de l'illustre et vaillant

évêque, l'Eglise se vit arracher ses droits temporels et les perdit sans retour, mais par contre le catholicisme sortit triomphant. »

Tatsächlich hatten sich die Anhänger der Reformation, die im Lande eine rührige und zahlreiche Partei bildeten, während dieses Kampfes verloren und sind nicht wieder auf dem Plane erschienen.

Was der Bischof vor 300 Jahren an Macht und Ansehen als Landesherr eingebüßt, hat er tausendfach wiedergefunden in der Liebe und Verehrung, welche ein im Glauben geeinigtes Volk seinem geistlichen Oberhirten entgegenbringt.

Bischof Hildebrand Zost, hochverdient um die Reform des Klerus, starb am 28. Mai 1638.

Furrer nennt in seiner Geschichte die Zeit von 1640—1790 den ruhigsten Zeitabschnitt des Landes Wallis.

Tatsächlich bietet sie uns keine neuen staatsrechtlichen Gesichtspunkte und der kurze politisch-historische Rückblick kann hierfüglich geschlossen werden.

Es ist wohl ein in der Geschichte einzig dastehender Fall, daß ein so kleines, winziges Gemeinwesen, wie die sieben Zehnden, sich zu einem eigenen Staate ausbildete, der von seinen

mächtigen Nachbarn geachtet, mit Königen und Fürsten selbständig verkehrte.

Ein glänzender Beweis, daß unser Volk diejenigen Eigenschaften, welche zur Selbstregierung berechtigen, im hohen Maße besitzt.

Wir brauchen daher nicht über die Grenzpfähle zu schielen, sondern können aus der eigenen Vergangenheit schöpfen.

Meine Herren! Der Tag, an welchem sich das Volk ein neues Grundgesetz zu seinem nationalen Leben legt, hat stets etwas Feierliches und Schicksalsschweres. Wie unsere Verfassung mit den hehren Worten: „Im Namen Gottes des Allmächtigen“ anhebt, so wollen wir bei unsern Arbeiten eingedenk bleiben der Worte des Psalmisten:

« Nisi Dominus aedificaverit domum, in vanum laboraverunt qui aedificant eam. »



